

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLAETERRE, à Londres, chez MM. Delz, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50

Le numéro, 15 centimes.

Départements : un an, 44 fr.; 6 mois, 22 fr.; 3 mois, 11 fr.

Le numéro, 10 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

LA PATRIE

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80	80
3 0/0 amortiss. .	82	50
4 1/2 0/0 1883 .	108	90
Cons. anglais .	90	11/16
Italie .	94	40
Flor. autrich. (or)	89	1/2
Esp. Extér. nouv.	57	1/2
Egyptien 6 0/0 .	328	75
Ch. Égyptiens .	43	75
Turc 4 0/0 (nouv.)	16	25
Banque ottomane	523	75

PARIS, 10 AOÛT

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Une délégation du conseil municipal de Paris, ayant à sa tête M. Michelini, président, a quitté Paris ce matin, à neuf heures. Ces messieurs se rendent à Londres, pour étudier sur place la question des écoles de nuit.

Les obstacles de M. Valentin-Victor Carré, capitaine au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, tué le 25 janvier dernier à Kelling, ont eu lieu aujourd'hui en l'église Saint-Merri.

Le corps, ramené à Paris et exposé depuis quatre jours dans la chapelle Saint-Léonard, avait été l'objet d'un pèlerinage, où se trouvaient réunies toutes les classes de la société.

Au centre de la nef, était dressé un catafalque orné de nombreuses couronnes et brillamment illuminé.

Le deuil était conduit par le père du défunt, M. Auguste Carré.

Le ministre de la marine était représenté par M. le capitaine Boulouis, l'un de ses officiers d'ordonnance.

Pendant la messe dite par M. l'abbé Pignet, la maîtrise, sous la direction de M. F. Wachs, maître de chapelle, a très bien interprété la messe de Dielsch, le *Sonnet* de Beethoven et le *Pie Jesu* de Steemann.

L'absoute a été donnée par M. l'abbé Dumont, curé de la paroisse.

A l'issue de la cérémonie religieuse, un détachement du 82^e régiment d'infanterie de ligne, rangé en bataille devant l'église, a rendu les honneurs militaires, puis a accompagné le défunt jusqu'au cimetière du Père-Lachaise, où l'inhumation a eu lieu.

Dans l'assistance, nous avons remarqué des députés d'officiers de toutes armes et de tous grades, appartenant aux divers régiments en garnison dans la capitale.

Alger, 9 août.

La chaleur est excessive, les avis du littoral signalent une augmentation inquiétante de maladies pernicieuses due à l'élévation de la température.

On a constaté à Bone, depuis quatre jours, 46 décès causés par des congestions cérébrales. Presque tous ces cas ont été foudroyants. On a enregistré également de nombreux cas d'apoplexie suivis de mort à Philippeville et à Bougie. L'hôpital de Séif est comble et on compte onze cas de folie occasionnés par des fièvres cérébrales.

L'oldium continue à ravager les vignes dans la région du Séif.

Élection de conseillers généraux

Auxerre, 10 août.

Élection d'un conseiller général pour le canton de Tonny, en remplacement de M. Ribière, sénateur décédé.

MM. Roche, conservateur..... 1,159 voix
Paul Bert, député républicain..... 822
Duguyot, radical..... 569

Ballottage.

Voilà pour les opportunistes un nouveau sujet de peine. M. Paul Bert est un de leurs chefs les plus considérables, et son insuccès d'hier leur sera particulièrement sensible dans les circonstances présentes.

Briols, 10 août.

Élection d'un conseiller général pour le canton d'Ouzouer-le-Marché.

MM. Grassandau, républicain..... 940 v.
Péti, conservateur..... 641
Macrez, radical..... 524

Ballottage.

Mézières, 10 août.

Élection d'un conseiller général pour le canton d'Atigny.

MM. Massé, républicain..... 849 v. Ein
Flamenville, conservat..... 550

Ballottage.

Melun, 10 août.

Élection d'un conseiller général pour le canton de la Ferté-sous-Jouarre.

M. Laine, républicain, sans concurrent, 1,939 voix. Élu.

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu les 9 et 10 août des télégrammes du général de Courcy qui répondent à plusieurs dépêches arrivées tardivement par suite d'interceptions dans la ligne télégraphique.

Ces télégrammes sont relatifs aux mesures à prendre pour l'établissement du protectorat dans l'Annam.

Au Tong-King, les chefs des Pavillons-Noirs ont disparu. Leurs bandes sont puresment dispersées. Le commandant Tisserand a été nommé membre de la commission de délimitation des frontières du Tong-King.

Plusieurs cas de choléra se sont manifestés à l'hôpital d'Hai-Phong.

Le général de Courcy signale en outre une dépêche de l'évêque de Qui-Nhông, qui annonce le massacre de cinq missionnaires et d'un grand nombre de chrétiens dans les provinces de Binh-Dinh et de Phu-Yen; 8,000 chrétiens se sont réfugiés sur la concession de Qui-Nhông, qui est occupée par nous.

Le général Prudhomme est parti pour Qui-Nhông.

ÉTRÉRIEUR

Le Caire, 10 août.

Le colonel Chermide (télégraphie) qu'il a reçu des lettres du camp de Rasalula, annonçant que les insurgés ont attaqué dans le courant de juillet, Agden, à 50 milles de Kassala, et ont été repoussés après avoir eu 7 chefs et 370 hommes tués.

Le colonel Chermide ajoute que la garnison souffre de la faim.

Rasalula rassemble des troupes.

Anvers, 10 août.

Hier, à cinq heures, M. Cambon, ministre résident de France à Tunis, a inauguré officiellement la section tunisienne de l'Exposition, en présence du bourgmestre d'Anvers et des autorités.

Le soir, il y a eu banquet. M. Cambon a porté un toast au roi des Belges, qui se trouve maintenant doublement voisin de la France, en Europe et au Congo.

M. Glosou, commissaire tunisien, a retracé l'histoire des progrès réalisés en Tunisie sous l'influence française et des améliorations apportées depuis le protectorat. Il a terminé en portant un toast au président de la République.

Londres, 10 août.

Le *Standard*, répondant aux commentaires de la presse française, sur la mission de sir Drummond Wolff, s'exprime ainsi :

Nous avons toutes raisons de croire que le gouvernement français a été informé, d'une façon générale, du but principal que poursuit le marquis de Salisbury ; il n'est nullement d'ignorer ou de méconnaître les intérêts que la France a en Egypte.

Le problème que sir D. Wolff est chargé de résoudre est celui-ci : comment mettre à profit l'utilité militaire de la Turquie là où elle est nécessaire, sans cependant fournir à la Porte l'occasion de s'immiscer dans l'administration civile de l'Egypte ?

Il existe encore un autre moyen de faire progresser la question égyptienne : c'est en prenant Constantinople pour point d'appui au levier.

Cette doctrine a été professée ouvertement par le prince de Bismarck. Peut-être n'est-elle pas très goûtée à Paris ; mais il est temps que la prospérité de l'Egypte et les convenances de l'Angleterre ne soient plus sacrifiées au vain désir de tenir en bonne humeur les hommes politiques français.

Le n'est pas à Paris que la question peut être résolue, c'est à Londres et à Constantinople.

On mande du Caire au *Standard*, le 9 : « Les Abyssins ont délogé la garnison du fort Jarri du Jorjeh au sud de Kassala. »

Cette garnison était d'environ 400 hommes. Ils sont déjà passés sur le territoire abyssin. »

Londres, 10 août.

En réponse à la lettre qui lui avait été adressée par l'Association pour la paix, lord Salisbury déclare qu'il a la connaissance du gouvernement, à ce point de vue, n'a été faite par des officiers anglais pour mettre à prix la tête d'Olivier Pain.

Le *Morning Post* croit savoir qu'il n'y a rien de fondé dans le bruit que M. de Giers aurait donné sa démission.

D'après le même journal, la rencontre à Constantinople de M. de Giers avec le général Menabrea et le commandeur Nigra n'a pas la signification politique que lui attribuent plusieurs journaux du Continent.

Londres, 10 août.

On télégraphie de Vienne qu'après les renseignements autorisés, aucune question politique n'a été abordée par les empereurs.

L'entrevue a eu un caractère purement amical.

Il est probable que les médecins avaient émis l'avis que les discussions politiques fatigueraient trop l'empereur Guillaume.

La seule question intéressante étant d'ailleurs celle d'un traité de commerce, elle a été laissée aux soins du comte Kalnoky et du prince de Bismarck.

INFORMATIONS

M. D'Andrade Corvo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Portugal à Paris, absent depuis plus de deux mois, est de retour à son poste.

Ce diplomate, qui a été reçu vendredi dernier par le ministre des affaires étrangères a repris ce même jour la direction de sa légation.

Les premiers nous avons annoncé que le général Boulanger, commandant le corps d'occupation dans la Régence, avait demandé une audience au ministre des affaires étrangères, afin de lui exposer les causes vraies des divers incidents survenus à Tunis.

L'audience s'est fait attendre ; mais elle a enfin été obtenue.

Avant-hier, le général Boulanger a été reçu par M. de Freycinet, avec lequel il a longuement, très longuement conféré.

Qu'est-il sorti de cet entretien ? Rien encore pour le moment, puisque le conseil des ministres n'a pas encore été officiellement saisi de la question.

Mais on assure, et nous le croyons sans peine, que si le général Boulanger retourne à Tunis, ce ne sera que pour faire ses adieux et ses malles.

M. Cambon triomphera donc sur toute la ligne.

Ce n'est pas que M. de Freycinet ait pour nous résident général une sympathie touchante à l'enthousiasme, loin de là ; mais le ministre des affaires étrangères, grand négociateur de chèvres et de choux, a un respect

particulier pour les influences parlementaires et M. Cambon a de nombreux amis à la Chambre et au Sénat.

L'ÉLECTION SÉNATORIALE

Nous ne voyons pas pourquoi les opportunistes se montrent scandalisés de l'élection de M. Songeon.

Ils trouvent qu'il y a quelque chose d'inouï, d'incompréhensible à voir M. Songeon succéder à Victor Hugo. Rien de plus vrai.

Mais les opportunistes avaient-ils donc un autre poste, de la taille de Hugo ? Dans tous les cas, ils n'en ont présenté aucun.

Et puis, il ne s'agit pas de poésie, mais de politique. Sur ce dernier chapitre, Victor Hugo n'était peut-être pas d'une force incommensurable.

Pour nous, il nous paraît excellent d'avoir à constater que pour remplacer l'homme célèbre, les républicains n'ont trouvé, en se fouillant de leur mieux, que l'inconnu Songeon.

Voilà qui donne du relief au parti républicain en général, et à la gauche du Sénat en particulier !

Le Tonkinois à Lyon

Le misérable Ferry, qui a l'impudence d'exhiber son odieuse personne dans les principales villes de France, a été sifflé, hué, insulté, couvert de boue et de crachats par la population lyonnaise, et la police a dû le protéger contre la juste indignation de la foule.

Cette réception trop chaude a visiblement agi sur le cerveau de l'ex-ministre, et s'est mis à fumer et à bouillonner.

Celui qui naguère, au Havre, désignait d'un doigt méprisant les disciples de M. Clémenceau, proclame aujourd'hui les mérites du radicalisme, et se vante, entre deux coups, d'avoir contribué à son succès.

Au Havre, on s'en souvient, « le péril était à gauche » ; à Lyon il se déplace, et M. Jules Ferry l'entrevoit sur les bancs élevés où siègeait naguère le regretti M. Amoureux.

Cependant, M. Allain-Targé l'aperçoit à droite, tandis que M. Ribot le redoute aux frontières même du centre gauche ; d'où il est permis de conclure que sous la République, le péril est partout et la sécurité nulle part.

Voilà donc Jules Ferry qui se fonce. Le sang de Rivière et de ses compagnons a décidément rougi la bannière opportuniste ; il y a désormais un rapprochement possible entre ceux qui ont fusillé Clément Thomas et ceux qui ont assassiné Courbet ; le terrain commun se peut trouver, car les uns et les autres ont fait couler à flots le meilleur sang de France.

M. Jules Ferry n'est pas encore arrivé là ; il n'est pas homme à courir follement sur tous chemins, et sans savoir où son pied se pose ; son audace est article d'exportation, et il se garderait de suivre le plan qu'il traçait et imposait naguère au général Négrier.

Volontiers il ordonnait les expéditions téméraires, et d'autres que lui se faisaient trouer la poitrine ; mais lorsqu'il s'agit de sa précieuse personne, M. Jules Ferry ne se plaie point aux entreprises hasardeuses et règle sa marche avec une prudence que l'on peut louer.

Il est donc actuellement chez les radicaux, sur le seuil, prêt à entrer si, d'aventure, on daignait lui ouvrir la porte. Il sent que la République se précipite vers ses destinées historiques, et le Tonkinois n'est point de ceux qui demeurent en route. Sous prétexte que le train va trop vite, il veut être à la prochaine étape ; il ira plus loin, il ira jusqu'au bout, traînant les opportunistes, traînant les radicaux, acceptant toutes les transactions, signant toutes les capitulations, subissant toutes les hontes, mais assouffé de pouvoir, préférant le mépris à l'oubli, à tout prix voulant être quelque chose, fût-ce un gredin !

Et le jour viendra où la République, étant en possession de tous les organes, les communards aux affaires, et le général Eudes installé, comme il convient, au ministère de la guerre, M. Jules Ferry retournera à Lyon, et boira bravement l'union de tous ceux qui, à des époques diverses et sous des prétextes différents, ont provoqué le massacre des soldats français.

En attendant, il ne dissimule pas les terreurs que lui causent simultanément les espérances des conservateurs et les menaces des radicaux.

Il y a quelques semaines, il était à Rome, sollicitant les cardinaux, implorant une audience du Saint-Père, promettant ce qu'on voulait, pourvu que l'Eglise le recommandât aux fidèles.

Si on l'eût écouté, peut-être M. Léo Taxil aurait-il un camarade dans la communion catholique.

On ne l'écoula pas ; on refusa de le voir, de l'entendre, et le drôle prêcha aujourd'hui la séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat.

Mais le temps n'est plus où sa parole était écoutée, sa volonté passivement obéie. Les radicaux se montrent dégoûtés et le repoussent avec des pincettes.

M. Jules Ferry, justement effrayé des perspectives qui se développent à ses

yeux, ne peut retenir un cri d'angoisse que nous recueillons avec joie :

« Il y a, dit-il, 60 départements dans lesquels il n'y a de candidats républicains possibles en face des adversaires monarchistes que des candidats appartenant à cette majorité détestée. »

C'est aussi notre avis : la bataille est engagée entre les opportunistes et les conservateurs, les exploités et les honnêtes gens, les Tonkinois et les Français. Nous nous sentons rassurés.

UN DÉBUT

M. Henri Brisson a fait hier ses débuts au Cirque de M. Loyal.

L'exercice dans lequel il s'est fait voir consistait à présider la distribution des prix des écoles du dixième arrondissement. — Tant qu'il a présidé la Chambre, jamais il n'a présidé la moindre distribution ; les députés lui suffisaient amplement. Mais aujourd'hui que les honneurs lui manquent, il trouve agréable de les remplacer par les élèves laïques, et puis aussi, il n'est pas fâché de faire savoir aux électeurs qu'il n'est pas encore tout à fait oublié.

L'événement, du reste, a paru grave, puisque le discours de M. Brisson est ce matin au *Journal officiel*. C'est un petit morceau d'éloquence qui mérite, en effet, d'être conservé. Jamais Joseph Prudhomme n'a mieux parlé pour ne rien dire ; voici quelques uns de ses véritables tourments que l'austère chef du cabinet a offerts aux enfants qui l'écoutaient peut-être :

« Chaque retour des vacances marque » pour vous non seulement le retour d'un repos bien gagné, mais une étape de votre route vers la virilité. »

Vraiment ?

« Quand vous y serez parvenus, ce ne » seront plus des vacances qui viendront » récompenser vos labours. »

On ne saurait trop remercier M. Brisson de ces délicieuses révélations. C'est sur ce ton que l'orateur a continué pendant un temps qui a paru long ; il a même eu des éclats oratoires assez rares, notamment lorsqu'il s'est écrié :

« Oui, depuis le jour où l'homme ne » s'est plus contenté des productions » spontanées de la nature, depuis le jour » où il a semé, où il a récolté, où il a » emmagasiné, depuis ce jour, le trésor » du travail s'est augmenté. »

En d'autres termes, plus on a apporté de choses dans le magasin, plus le magasin s'est rempli.

Inutile d'ajouter que tout cela a produit un superbe effet, car on sait que M. Brisson a mieux que personne la vertu spéciale des comiques, qui consiste à avoir l'air lugubre, et à dire sans rire les monologues les plus drôles.

Donc, ô jeunes élèves, emmagasinez avec soin le peu de science qu'on vous distribue dans les écoles laïques ; elle vous servira à défendre la République et au besoin à la renverser.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Plusieurs comités impérialistes nous demandent s'ils peuvent accepter, pour les représenter sur les listes de conciliation, des candidats qui, sans faire acte d'adhésion à notre parti, se rallient au manifeste du Comité central et à ses doctrines résumées dans le mot d'Appel au Peuple.

Evidemment, oui.

Tout candidat voulant arracher le pays à la secte républicaine pour le rendre à lui-même, sert notre cause et sauvegarde nos principes. Nous pouvons le soutenir aussi énergiquement que nos amis les plus dévoués.

On nous écrit de Laon qu'un comité conservateur dont on a eu bien soin d'écartier tout élément impérialiste s'est constitué dans le département de l'Aisne.

Plusieurs candidatures ont déjà été mises en avant, notamment celles de MM. Devialonne, Jacquemart, Georges d'Origny.

Il paraît que les chefs du mouvement royaliste à Paris voudraient imposer la candidature de M. Godelle. Mais ce ne peut être qu'un projet, car M. Godelle n'est qu'un orléaniste à perdu toute autorité auprès des électeurs impérialistes par sa conversion subite ; il n'apporte avec lui aucune force, sort commun à tous les transfuges. Grand embarras du comité de Laon qui voudrait bien se montrer défiant pour la rue de Varennes, mais qui répugne à alourdir sa liste d'un poids mort.

La réunion de Fulda

Les évêques allemands se sont réunis à Fulda et ont traité, pendant les trois jours qu'ils ont consacré aux séances, du nouveau programme de l'éducation préparatoire du clergé.

Les catholiques d'Allemagne se trouvent, depuis 1873, en présence de l'odieuse législation dite de mai, qui réglemente, entre autres matières échappant par leur nature même à l'ingérence de l'Etat, l'éducation des ecclésiastiques. C'est l'origine du Kulturkampf, et c'est aussi le principal obstacle au rétablissement des relations pacifiques entre les deux autorités civile et religieuse.

Qu'on en juge, en effet. Outre que le nombre des séminaires est limité, et que chacun de ces établissements est placé sous la surveillance de l'Etat, nul candidat n'y peut être admis sans avoir subi un examen, dit examen scientifique de l'E-

tat. Enfin, sauf quelques rares exceptions autorisées par le ministre des cultes, les fonctions ecclésiastiques ne peuvent être conférées qu'à des Allemands ayant fait leur éducation dans un gymnase allemand et dans une université allemande de l'Etat. Pour compléter le tableau, ajoutons que depuis le Concile du Vatican, la plupart des Facultés de théologie sont pourvues de professeurs hérétiques.

Imagine-t-on, en France, l'Etat imposant aux jeunes ecclésiastiques la fréquentation de ses Facultés, et n'admettant aux charges du ministère paroissial que les prêtres pourvus des diplômes concédés par les Facultés de l'Etat ? Imagine-t-on ces mêmes Facultés de théologie représentées par des excommuniés ou des hérétiques ?

Voilà la liberté religieuse dont jouit l'Allemagne !

Ce n'est pas l'Assemblée de Fulda, qui modifiera, d'un seul coup, ce lamentable état d'oppression. Il s'agit, pour le moment, de déterminer le programme d'éducation dont tiendront compte les autorités ecclésiastiques, et il n'est pas douteux que ce programme ne contienne la substance des modifications que devra subir la législation de mai, quand la Prusse voudra sincèrement la paix religieuse.

mercredi dans le cimetière de saint Boniface. Dix évêques y assistaient, sous la présidence de M. Krementz, le nouvel archevêque de Cologne, sur lequel nous avons donné une notice avant hier.

Les décisions prises sont provisoirement tenues secrètes.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 10 AOÛT
La température s'élève, excepté en Irlande et sur l'Italie.

En France, des ondées sont probables vers la Bretagne et les côtes de la Manche. Hier, à Paris, la journée a été belle.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS
MAGNÈSE. — Vent des régions S. modéré ; mer agitée.

Océan. — Vent des régions S. modéré ; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 10 août, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 16 °/°
A onze heures du matin..... + 25 °/°
A une heure du soir..... + 29 °/°
Température basse de la nuit + 14 °/°

Le baromètre est à 757 millimètres 4

Le cuirassé le *Bayard*, transportant la dépouille mortelle de l'amiral Courbet, est arrivé à Suez.

Le *Seignelay* est parti hier d'Alexandrie pour Port-Saïd, emmenant à bord MM. Saint-René Taillandier et Kleckowski et les députés de la colonie d'Alexandrie, qui portent une couronne sur le cercueil de l'amiral Courbet.

Le ministre de la guerre a reçu cette nuit, du général de Courcy, en date d'Hanoi, une dépêche exclusivement consacrée à des questions de service.

Le général de Courcy ne signale aucun changement dans la situation.

Les invités français par la Société des gens de lettres de Pesth sont arrivés et ont été reçus par la municipalité et par les sociétés littéraires et artistiques.

Un foule énorme leur a fait un accueil enthousiaste. Ils ont visité l'exposition.

Pendant le trajet sur le Danube, la population des villes et des villages est accourue sur la voie pour saluer les Français. De nombreux bateaux ornés de drapeaux tricolores et ayant à bord des musiques leur ont fait escorte.

La *Gazette anecdotique* publie, dans son numéro d'aujourd'hui, une lettre des plus curieuses, qui montre qu'à un certain moment des relations affectueuses ont existé entre des membres importants de la famille impériale et de la famille de Victor Hugo :

Le Roi Joseph-Napoléon au Duc de Padoue.

Londres, 16 avril 1840.

Mon cher Cousin,

M. Abel Hugo a désiré que je devienne le parrain de son fils ; vous avez promis de me représenter. Votre fille Marie, que j'ai connue à Londres, qui aujourd'hui est Mme Thayer, doit être la marraine. Veuillez vous charger de remplir votre promesse. Une lettre de M. Hugo paraît indiquer le 6 mai prochain. Je vous prie de faire agréer à votre fille le bracelet avec le camée de sa grand-tante Madame, qui vous sera remis par M. Merlin, fils du général, notre aïen ami ; un bracelet à la dernière mode de Londres à Mme Abel Hugo ; à M. Abel Hugo, la médaille de mariage de l'Empereur ; à l'enfant une montre ou tout autre objet que vous pourrez vous procurer à Paris de 2 à 300 francs. Je m'en rapporte aussi à vous pour tous les autres détails usités en pareille circonstance : bonbons, gâteaux, etc.

Agitez, mon cher Cousin, toute mon amitié et faites-la agréer à la famille Hugo, et mon bon souvenir de leur père, le général, mon bon et brave oncle, sans oublier la célébrité de leur fils aîné

Le monument Blanqui

L'inauguration du monument de Blanqui a eu lieu hier au Père-Lachaise.

Ce monument, dû au ciseau de Dalou et exposé au dernier Salon, est très réussi. Le fameux conspirateur est représenté étendu sur son lit de mort.

Son lit est élevé à l'angle des avenues Carrel et Transversale.

Le premier groupe politique qui se présente est celui de la rédaction du *Cri du Peuple*, ayant à sa tête, à côté de l'unique couronne que l'on ait apportée, Séverine, l'élève de Vallès.

Le groupe dépose la couronne sur le monument encore voilé.

Il est deux heures. C'est l'instant annoncé pour l'ouverture de la cérémonie.

Pendant que, dans une rue voisine, des agents s'emparent d'un drapeau rouge qu'apportait, tout déployé, trois citoyens, d'autres agents, à l'entrée du cimetière, en saisissent deux autres.

Un révolutionnaire pourant à pu dissimuler sous son vêtement, une bannière enroulée. Il arrive devant la tombe, la déploie aux cris de *Vive la Commune* !

M. Clément, commissaire aux délégations, suivi de deux officiers de paix, intervient. Un citoyen lui fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'un drapeau, mais d'une bannière.

Et lui la déploie. On lit dans ses plis : « Le Comité révolutionnaire du dix-huitième arrondissement, à Blanqui. »

— J'ai l'ordre, reprend M. Clément, d'interdire même les bannières. Ne me forcez pas à sévir.

On parlemente. Celui qui porte la bannière redoute qu'on la saisisse. Il saute sur une autre longue et roule.

M. Clément se retire.

On hurle derrière lui : « Vive la Commune ! » et dès qu'il est à quarante pas, on déroule de nouveau la bannière et on l'arrose sur la tombe. Les mêmes cris retentissent.

Cette fois, M. Clément n'intervient plus. Avec M. Honoré, l'inspecteur divisionnaire, il va rester en vue du monument, de l'autre côté de la rue Transversale, jusqu'à la fin de la cérémonie.

La citoyenne Gadolle se tient près de là. Il est deux heures. Le voile qui recouvrait la statue est enlevé au bruit des acclamations.

Il remonte au nom du comité d'initiative les groupes adhérents et les souscripteurs.

Au citoyen Winant succède le citoyen Grangé qui rappelle le passé de l'utiles du mort.

Le citoyen Elie prend alors la parole et fait un appel chaleureux à l'union de toutes les forces du parti révolutionnaire.

Le citoyen Gambier met en relief ce sens prophétique que Blanqui mit au service de la Révolution.

Le citoyen Goullé, rédacteur du *Cri du Peuple*, prononce quelques paroles au nom de ce journal.

Le citoyen Vaillant ne peut manquer de profiter de la circonstance pour poser sa candidature. Il termine son improvisation en disant que la politique révolutionnaire est seule capable de réaliser la justice dans l'égalité. Les citoyens Sustaini et Lavau font le procès de la société bourgeoise, et le citoyen Roche considère la statue de Blanqui comme le symbole des luttes de notre temps.

Le citoyen Chauvière fait une étude de Blanqui comme homme d'action et comme penseur.

Après quelques mots prononcés par M. Dalou, le général Eudes lit une lettre de M. Rochefort s'excusant de ne pouvoir assister à la cérémonie.

Le soir de Blanqui assistait à la manifestation, ainsi que la citoyenne d'Erincourt, Jacob, Paul de la famille Ferré, Michelin président du conseil municipal, Alphonse Humbert et autres.

On se rend au mur, sur le champ de bataille des fédérés. Là, Vaillant se prépare un deuxième triomphe, et le citoyen Odin affirme que tantôt les exploités se vengeront des exploités.

Puis, au cri de *Vive la Commune* ! on se dirige vers la salle Grangé, où l'on va toujours au nom de Blanqui, à coïncider les forces révolutionnaires pour combattre la bourgeoisie sur tous les terrains.

Là, on commença par expulser trois prétendus mouchards. D'ns l'une des bagarres, une épée sort d'une cunne, est jetée en l'air et se niche dans un coin. Alors Vaillant se tailla un troisième triomphe.

Un bûche vigoureux à la police a ensuite été voté, et la réunion s'est séparée aux cris de : *Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune !*

DOUBLE EXÉCUTION

Depuis le 8 septembre 1878, date à laquelle Lebiz et Barré, les assassins de la veuve Gillet, la laitière du faubourg Poissonnière, ont été guillotins, il n'y avait pas eu de double exécution à Paris.

On savait qu'avant son départ pour Mont-sous-Vaudrey, M. Grévy avait statué sur le sort des cinq condamnés à mort qui se trouvaient à la Roquette : Blum et Thomas, les auteurs de l'assassinat commis sur le brocanteur de la rue de Madame, Gaspard et Meyer et enfin Marchandon.

On savait que la peine de mort prononcée contre Blum et Thomas avait été commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et que Meyer, en raison de son jeune âge, bénéficiait, lui aussi, de la clémence du président de la République, bien qu'il ait joué dans le drame de la rue d'Angoulême un rôle aussi odieux que celui de son complice.

On s'attendait donc, avec raison, à la double exécution des deux condamnés dont la grâce n'avait point été signée : à l'exécution de Gaspard et à celle de Marchandon.

Il nous paraît inutile de rappeler les crimes qu'ont expliqués ce matin, Gaspard et Marchandon. L'assassinat du père Delannay et celui de Mme Cornet sont encore présents à la mémoire de tous.

Comme les nuits précédentes, le public habitué des « dernières » s'était porté en masse sur la place de la Roquette. Toujours même foute houleuse, bruyante, mais plus considérable que jamais ; les files et les souteneurs s'enfonçaient. On rit, on s'amuse, on chante, et parfois on jette des pierres aux agents chargés de maintenir l'ordre ; on essaye de forcer les cordons. C'est tout simplement hideux.

A une heure du matin, les aides de M. Delbier procèdent au montage de la sinistre machine. Cette opération, mille fois décrite dans ses menus détails, est longue. Quand tout est prêt, les gendarmes, à la Seine viennent se ranger en demi-cercle devant la guillotine. A quatre mètres, on dispose des barrières derrière lesquelles prennent place les journalistes et quelques privilégiés. On assure que ces barrières sont les mêmes que celles qui ont servi pour les obsèques de Victor Hugo.

L'heure fixée pour l'exécution était quatre heures quarante-cinq. Le jour est levé depuis longtemps. Le spectacle qu'offre la foule est tout à fait courant. On boit, on mange, on échange des lazzi orduriers, on se bouscule, on s'injurie.

Delbier, le bourreau, ses aides, M. l'abbé

Faure, aumônier de la Roquette ; M. Canbet, le chef de la sûreté ; M. Baron, commissaire de police, un substitut et un greffier ont pénétré dans la prison, M. Beaunesne, directeur, et le brigadier du dépôt des condamnés les conduisent à la cellule de Gaspard. Celui-ci, qui s'était endormi assez tard, dort. On le réveille. Il comprend que sa dernière heure est venue. Il s'habille silencieusement, son visage est horriblement pâle. Il demande à écrire à sa mère.

— Guilloit-on aussi Mayer ? interroge-t-il. Et comme on lui dit que non, il ajoute : « Il était aussi coupable que moi ! »

La toilette est rapidement achevée : quelques coups de ciseaux sont donnés dans les cheveux de la nuque, on fait une écharpe au col de la chemise, on met des entraves aux pieds et aux mains.

La porte de la prison s'ouvre. Il est cinq heures moins cinq. Le cortège apparaît. Gaspard marche entre M. l'abbé Faure et Delbier. Gaspard est un grand jeune homme roux. Son visage est blanc, exactement comme s'il avait été recouvert d'une couche de farine. Il s'avance d'un pas ferme, en écoutant les exhortations de l'aumônier auxquelles il acquiesce de la tête. Il regarde fixement le couperet. L'abbé Faure, pressé aussi pâle que le condamné, embrasse Gaspard qui lui rend son baiser avec effusion sur les deux joues. Il embrasse aussi le crucifix.

Gaspard franchit sans hésitation la courte distance qui le sépare de la planche fatale et livre sa tête au bourreau. Le couteau tombe, le corps roule dans le panier, où il est bientôt rejoint par la tête.

Pour permettre aux aides du bourreau de laver la machine et à Delbier de se remettre, il avait été décidé que l'exécution de Marchandon aurait lieu dix minutes après celle de Gaspard.

Pendant ces dix minutes le bruit court dans la foule que Marchandon oppose une résistance désespérée aux exécuteurs.

Cette rumeur n'est pas fondée. La vérité est qu'on procède à la toilette et aux formalités de la levée de l'écrin.

A l'annonce de l'exécution, Marchandon est pris d'un tremblement nerveux. Il fait l'habiller et il se livre, sans paraître avoir conscience de ses actes, aux aides du bourreau.

Il est cinq heures cinq quand le cortège sinistre apparaît, pour la seconde fois, à la porte du Dépôt des condamnés. Marchandon semble plus pâle encore que Gaspard. On le conduit au plus quinzaine ans. Il se traîne les yeux baissés.

L'abbé Faure, doutant de ses forces pour l'accomplissement de cette double mission, s'était fait assister d'un autre prêtre, M. l'abbé Scaila. L'exécution de Gaspard terminée, l'abbé Faure attendait sur la planche.

Il se joint à son confrère.

Marchandon est soutenu par les deux prêtres. Ils l'embrassent tour à tour, et les aides s'emparent de l'assassin de Mme Cornet.

Marchandon ferme les yeux, mais il les rouvre presque aussitôt. Ses membres se convulsent, et on est presque forcé de le porter sur la bascule. Le couperet tombe à nouveau.

Enfin, le corps et la tête de Marchandon sont jetés dans le panier sur les restes de Gaspard.

Pendant qu'on lave la place et qu'on démonte la machine, le panier où sont les deux corps est chargé sur un fourgon qui part au galop pour le cimetière d'Ivry, escorté par un peloton de gendarmes. Un fiacre suit, il contient l'abbé Faure, qui va dire les dernières prières sur la tombe des deux décapités.

A peine justice est-elle faite, que la foule hideuse qui n'a cessé de pousser des clameurs essaye de rompre les lignes : les uns veulent voir de près la machine, les autres recueillir des détails inédits, d'autres enfin tremper leurs mouchoirs dans le ruisseau sanglant. Il ne faut pas moins que les efforts des six cents sergents de ville, des gardes municipaux et des gendarmes pour empêcher un scandaleux envahissement.

LE DISCOURS DE M. JULES FERRY

M. Jules Ferry a commencé par expliquer ce qu'il est, car il s'est bien douté qu'à travers les obscurités de sa vie politique il est assez difficile de s'y reconnaître :

Certes, si j'ai pu rendre à la grande cause que vous êtes si noblement chère, quelques services, laissez-moi vous le dire, mes chers concitoyens, sans aucune exagération et dans la profonde sincérité de mon âme, vous venez de me payer en une heure avec usure. Vous m'avez rappelé, mon cher Millard, les plus beaux temps de ma vie politique et de nos luttes passées. Ce n'est jamais sans une vive émotion, sans un regret qui touche ce que j'ai de meilleur en moi, que je reporte ma pensée aux temps de ces batailles soutenues pour l'école laïque, pour le développement et l'affranchissement de l'enseignement populaire. C'étaient de rudes combats, mais ils portaient avec eux leur récompense. Je n'ai dû, en effet, à l'avenir, d'autres tâches, m'ont été imposées ; de lourds fardeaux sont venus remplacer sur mes épaules ce doux fardeau de l'instruction des petits enfants.

Quant à moi, je ne suis pas un radical, bien que j'aie la prétention et la satisfaction d'avoir contribué à quelques œuvres qui peuvent mériter le nom de radicales, car elles portent au fond et jusqu'à la racine des choses. (Rires d'approbation.)

Une voix. — Et le programme de 1869 ? (Réclamations et protestations ; interruptions.)

J'essaye, messieurs, quand j'ai été interrompu, de préciser la situation d'une démocratie l'avant-garde, car c'est ainsi qu'on doit vous nommer : c'est un titre d'honneur que vous avez conquis par vos longs efforts et vos grands services. Quant à moi, j'ai dirigé les affaires publiques, et mon rôle n'était pas de faire de la politique d'avant-garde. Le devoir, la mission de l'homme de gouvernement, c'est de rechercher et de dégager la moyenne de l'opinion du pays, c'est de pressentir les vœux du suffrage universel pris dans son ensemble, c'est de se préoccuper par-dessus tout, parce que mieux que personne il est en état de le connaître, du milieu social où doivent être appliquées les réformes que l'on réclame.

Pas plus que vous, Messieurs, je n'ai pour des idées avancées. Je ne redoute ni les programmes ni les espérances ; mais j'ai peur des esprits agités et turbulents, j'ai peur des brouillons. (Salves d'applaudissements. — Mouvements.)

C'est à un sentiment, Messieurs, que j'ai exprimé un jour dans un discours qu'on m'a beaucoup reproché, celui que j'ai prononcé au Havre au mois d'octobre 1883. Et à ce propos, je dois vous dire que je suis obligé de collectionner toutes mes paroles et de tenir bien soigneusement mon répertoire au courant (rires), car j'ai des glossateurs, des commentateurs et des interprètes si féconds et si habiles que, neuf fois sur dix, je vous entends citer une parole de l'ancien président du conseil, vous pouvez

être certain que la citation est inexacte ou incomplète. (Hilarité générale.)

On m'a prêté, à propos de ce discours du Havre, une attitude qui n'a jamais été la mienne ; on m'a attribué la proclamation d'un certain « petit à gauche », qui n'est été rien moins que le très proche parent, le cousin-germain du fameux petit social que nous avons connu. (Rires.)

Non ! il ne s'agit pas en ce temps-ci de péril social, mais il s'agit d'un péril politique dont la cause est en nous-mêmes. Oui, il y a dans le parti républicain de mauvais symptômes, des troubles passagers, les espérances, lesquels il ne faut pas fermer les yeux. Il y a des dispositions contre lesquelles il importe de réagir ; il y a des tentations, des aspirations, des forces dissolvantes auxquelles il faut bien prendre garde. Non, certes, la République n'est pas en péril.

Non seulement elle repose sur la volonté populaire qui ne se détachera pas du régime républicain, mais les dynasties nous donnent le lamentable et consolant spectacle de leur suprême dissolution.

On est donc le péril de l'heure présente ? Le voici : C'est que des idées lous qui se préparent il ne s'écrit pas un major, et compacte, résolu, bonhomme, capable de gouverner au pays ce grand bien de la stabilité gouvernementale que notre ami M. Millard célébrait tout à l'heure en termes élogieux soulignés par vos applaudissements.

Où, le danger du jour, l'unique danger, celui contre lequel il faut nous armer de toutes les forces que nous pourrions l'amour du bien public, c'est qu'il ne sorte des élections qu'une majorité amoindrie, précaire, mal assise, trop étroite enfin pour porter un gouvernement.

Supposons que dans la nouvelle Chambre, — car il faut tout prévoir, et dans la bataille électorale il ne faut pas tabler seulement sur le succès — supposons que la proportion des forces politiques qui composent la Chambre se modifie sérieusement, la droite gagnant des sièges et l'extrême gauche se renforçant, il se pourrait qu'il n'y eût désormais de possibles que des majorités de coalition et, par suite, qu'une politique négative, impuissante, livrant à tous les hasards la République et la France.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

Je voudrais, Messieurs, si vous ne trouvez pas cet entretien bien long (non ! non ! parlez), je voudrais entrer un peu plus avant dans la question des programmes.

On a dit, dans la Chambre, que le programme est fait, d'une netteté et d'une vigueur tout à fait remarquable contre la majorité dont les pouvoirs vont expirer, contre cette majorité qui n'a fait l'honneur de m'accorder ses suffrages que pour me faire élire, et qui n'a fait que me faire élire pour me faire élire.

Je ne suis pas un homme de parti, mais je suis un homme de République, et je ne puis que me féliciter de ce que la République a fait de moi, et de ce que moi-même j'ai fait pour la République.

menteront les cascades de ce parc pittoresque.

L'industrie privée n'a pas attendu les décisions de la municipalité pour attirer les visiteurs sur ce point. Une vaste construction a été élevée l'année dernière rue Lamark, entre la rue de la Fontenelle et l'alignement du futur parc. Cette maison, voisine de la basilique, a été ouverte aux pèlerins sous le nom de Grand-Hôtel du Sacré-Cœur. L'installation y est des plus confortables et 175 chambres y sont mises à la disposition des étrangers. Les salles à manger y sont vastes et tout, dans cet établissement, est approprié à la spécialité de voyageurs qu'il est appelé à recevoir. Les murs sont ornés de tableaux religieux et de statues pieuses. Il y a même un oratoire. Un téléphone relie cet établissement à l'hôtel Fénelon, rue Férou, dont il est une succursale. On joint, des étages supérieurs, d'une vue splendide.

Mais cette maison n'est pas la seule qui offre de vastes réfectoires aux visiteurs de la butte. Il y a, à l'angle des rues Sainte-Marie et de la Fontenelle, un marchand de vin ayant pour enseigne : *Le Rocher suisse*, qui possède derrière son établissement, avant l'ouverture de la rue Lamark, des bosquets avec tonnelles. Lorsqu'il a vu son voisin imminent de construire le caravansérail dont je viens de parler, l'idée lui est venue d'élever hôtel contre hôtel. Il a sacrifié ses jardins, ont tant de Parisiens sont venus s'établir, pour faire place à de grandes salles à manger où il espère, lui aussi, héberger les pèlerins. En attendant cette nouvelle clientèle, on y danse, on y chante, on y fait de la musique, on y reçoit des noces et on y donne des festins. Il paraît même que les francs-maçons, voulant, eux aussi, élever autel contre autel, et ne pouvant se payer le luxe d'une loge aussi somptueuse que la basilique, ont jeté les yeux sur le *Rocher suisse* pour y tenir leurs séances, donner des conférences et y faire leurs agapes. Il y aura donc de tout sur la montagne sainte.

Je ne puis passer sous silence un établissement plus modeste, mais plus hospitalier, installé derrière le grand campement de la Butte-Montmartre, à l'angle des rues de la Fontenelle et de la Bonne. Il a pour enseigne : « Abri Saint-Joseph » et est offert gratuitement aux pèlerins. Il occupe un vaste terrain de 4,000 mètres, entouré de murs, précédé d'un usager de corps-de-garde et où il y a des facilités les généraux Léconte et d'ici le mont Thomas. On a, de cet enclos, une vue magique sur la plaine Saint-Denis et sur les hauteurs de Sannois et d'Argenteuil, couronnées par les moulins d'Orgemont et de Trouillet. Une immense salle, avec tables et bancs, pouvant contenir deux cents personnes, est mise à la disposition des pèlerins munis de provisions. Dans un réfectoire attenant à l'abri, ces mêmes pèlerins pourront trouver des vires moyennant une faible rétribution. Mais le but de l'œuvre est plus vaste : c'est de donner aussi l'hospitalité de nuit aux étrangers qui voudront passer plusieurs jours près de la basilique. En attendant que ses ressources lui permettent cette nouvelle installation, l'Abri de Saint-Joseph fournit gratuitement les objets de literie les plus élémentaires aux pèlerins qui consentent à coucher sur le parquet du réfectoire.

La Butte-Montmartre est donc loin d'être déserte comme elle l'était autrefois. L'affluence y est toujours considérable, surtout le dimanche. Hier, la chapelle provisoire pouvait à peine contenir les fidèles qui s'y pressaient. L'assistance était des plus nombreuses à la procession qui a eu lieu, l'après-midi, dans la crypte et dans la basilique supérieure. Le ciel était d'une pureté telle que les moindres détails de l'immense panorama que l'on a du monument sur Paris étaient perceptibles. J'étais en extase devant ce splendide tableau.

Ce ne sont pas seulement les étrangers qui ont avides de le contempler. Même dans la semaine, les familles nombreuses du quartier viennent travailler, surveillant leurs enfants

SPORT

COURSES A DEAUVILLE

Dimanche 9 août

La première journée de la grande semaine a été favorisée par un temps splendide : ni trop chaud, ni trop froid, une bonne moyenne. L'assistance, composée en grande partie de spécialistes, était moins nombreuse qu'au dernier jour. Il faut dire que sur tous les points du littoral normand, il y a moins de baigneurs que les années précédentes ; on y compte par centaines les maisons à louer, malgré l'exceptionnel beau temps dont nous jouissons depuis le commencement de juillet. Après avoir parcouru, comme nous l'avons fait, toute la côte, il faudrait être bien opportuniste pour ne pas encore la gêner d'accidents de la mer et de l'industrie.

Il est vrai que n'ayant pas le nombre, ces excellents indigènes essaient de se rattraper sur les fidèles qui leur restent. Parmi les sportsmen présents à Deauville, citons : le duc de Castries, baron de Stuyvenberg, de la Roche, baron de Rothschild, comte de Juigné, duc de Mouchy, M. de Montgoyery, Delamarre, André, Aumont, Maurice Ephrussi, de la Charnie, Pierre Donon, de Kergorlay, J. Prat, etc., etc.

Les courses ont été assez intéressantes, malgré deux walk-over. Tandis que l'indigène de l'après-midi ne s'engagera pas les conditions de ses prix spéciaux et principaux, il faut s'attendre à voir les champs clairsemés dans ces sortes d'épreuves.

Vieux, au duc de Castries, s'est adjugé le Prix spécial et Relaisant, à M. le marquis de Bouthillier, le prix principal. Les autres épreuves, heureusement, ont offert plus d'intérêt.

Le Prix du Chemin de fer a été gagné avec la plus grande facilité de deux longueurs par Sourire, à M. le comte de Juigné (Hartley), 2/1. Le Nôtre second, et Dur à cuire mauvais troisième.

Non placés : Bouillon, Aida et Perpetuité. Dix-huit ont obtenu le Prix de Villiers, réservé aux chevaux de deux ans, comme l'épreuve suivante, et qui a été gagnée facilement d'une demi-longueur, par Artois, à M. A. Pierre (Garratt), 5/1. Alger deuxième et Boreas troisième.

Non placés : Garacas, Léo, Cachepot, Lagay, L'Amiral, Platon-Tourtel, Indolence, Le Rhin, Victorius, Marmouset, Valmajor, Ouragan, Libre-Echange et Barbasou.

Le prix de Honfleur a réuni vingt et un partants, et est allé à Villeneuve, à M. G.-J. Lefèvre (Webb), 6/5. Les autres, à l'exception de deux, ont été déclassés.

Non placés : Révolte, Brava, Rosette, Embuche, Charmante, Sérénade, Turquoise, Totote, Rotonde, Splendeur, La Marquise, Lady-Amherst, Metella, Hubie, Gouvernante, Abrille, Cachette et Brumet.

Enfin le Prix des Indes a été gagné par Missy, à M. Edmond Blanc (Lane), 8/1. Marguillier, second, et l'Angel-Ingat, troisième.

Non placés : Café-Procope, Lavandière, Fellah, Bergerac, Armoricaine, Luitier II, Gondole II et Josiane.

Voici nos pronostics pour la réunion de mardi :

Prix de Trouville. — Thémis ou Stalira. Prix National. — Fra Diavolo.

Prix de Victrola. — Escarboucle ou Léopard.

Prix de Deux ans. — Beaulieu ou Don Bartholo.

Prix des Encries. — Egérie ou Citron II.

Prix de Lonray. — Frégate ou Missy.

CHRONIQUE DES ASSURANCES

Les Compagnies d'assurances sur la vie sont-elles surveillées par l'Etat ?

Plusieurs de nos confrères agitent la question de savoir si les Compagnies d'assurances sur la vie sont surveillées par l'Etat, et si, en cas de déconvenue d'une de ces compagnies, la responsabilité de l'Etat est ou n'est pas engagée.

La question est d'ailleurs d'une importance d'ordre économique, car elle a trait à la question de savoir si les Compagnies d'assurances sur la vie sont surveillées par l'Etat, et si, en cas de déconvenue d'une de ces compagnies, la responsabilité de l'Etat est ou n'est pas engagée.

La Chasse générale des familles, qui ne pouvait pas demander la modification de ses statuts au conseil d'Etat, pour ne pas s'exposer à perdre le monopole de ses

Or, cette législation, qui a été très explicite pour les associations tontinières, et qui les a soumises à une surveillance sévère, ne dit rien des Compagnies à primes fixes. On ne trouve des précédents sur la question que dans les décrets d'autorisation des Compagnies. Ces décrets déclarent que l'autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés.

Vers 1875, le ministre du commerce a cru pouvoir déduire de ce texte que l'administration avait le droit de surveiller les Compagnies, ou tout au moins de faire vérifier par ses délégués les comptes et les opérations de ces Compagnies, afin de constater si les statuts étaient violés ou non exécutés.

Cette prétention du ministère a été repoussée par les Compagnies.

Il a cru, alors, devoir s'adresser au conseil d'Etat pour arriver à un décret instituant la surveillance. La section du commerce du conseil d'Etat a répondu que c'était ajouter à la loi et que le ministre n'avait qu'à procéder par voie d'arrêté.

C'est ce qu'a fait le ministre. En 1877, il a rendu deux arrêtés, dont l'un instituait le mode de surveillance des Compagnies et dont l'autre nommait les commissaires chargés de l'appliquer. Cinq Compagnies, et parmi elles les trois plus anciennes, se sont pourvues devant le conseil d'Etat contre ces arrêtés. Ce n'est qu'en 1880 que le conseil d'Etat s'est prononcé. Il a annulé pour excès de pouvoir les deux décisions ministérielles.

Le conseil d'Etat, par son arrêté du 14 mai 1880, a formellement déclaré que l'Etat avait le droit de réclamer des Compagnies des extraits de leur état de situation, tous les six mois, sur des modèles déterminés, mais il lui a refusé tout droit à vérifier les comptes et les opérations des Compagnies.

On s'est demandé pourquoi les anciennes Compagnies avaient repoussé le contrôle administratif qu'elles paraissent disposées à accepter dans le début. Il paraît qu'elles ont été amenées à cette résistance par la crainte de voir des Compagnies, dans une situation incorrecte, exécuter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

On a dit que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie, mais il n'y a rien de plus certain que le fait que les Compagnies ont voulu à tout prix éviter la surveillance supérieure qu'elles ont toutes garantie.

assurances à tirages, a pu cependant, par la création de ses bons qu'il a souscrits les actionnaires, mettre son bilan au point voulu de correction.

Le Crédit élargi lui-même, sous la pression des commissaires du surveillance, avait réalisé des combinaisons financières qui devaient mettre dans ses caisses quatorze millions de francs. Cinq millions avaient été versés dès 1877.

Ces résultats ont été obtenus de 1877 à 1880, et on ne peut se le dissimuler, ils sont dus autant au système inauguré par le ministère du commerce qu'à l'intelligente initiative de ses représentants.

L'institution des assurances sur la vie doit leur en être reconnaissante, car c'est grâce à eux qu'elle n'a qu'un membre malade en ce moment.

Voilà la vérité sur l'incident de 1880. Il en découle, croyons-nous, cette conclusion, que l'Etat a fait ce qu'il a pu et qu'aujourd'hui il est complètement désarmé. Sa surveillance est limitée à la lecture des extraits de situation que lui adressent les Compagnies tous les six mois. Mais il ne peut rien faire pour s'assurer si ces extraits sont exacts. C'est ainsi que l'a voulu le conseil d'Etat.

Chose singulière : les deux sociétés d'assurances sur la vie qui ont été créées dans ces dernières années, sous la forme mutuelle, sont soumises à la surveillance par des commissaires délégués. L'administration les a rangées, pour en venir là, dans la classe des associations tontinières qui sont régies par une législation spéciale.

C'est là une erreur de droit et de fait. On appelle bien autrefois les tontines des assurances mutuelles d'assurances sur la vie, mais c'était un titre usurpé : la tontine n'a rien de l'assurance sur la vie. Les mutuelles d'aujourd'hui ne font pas, d'autre part, des opérations tontinières. Il a fallu violer le sens des mots pour les soumettre à la surveillance des associations tontinières. Elles n'ont pourtant rien à y perdre.

Résumons-nous. La surveillance administrative se borne à la réception d'extraits des états de situation, pour les Compagnies à primes fixes. L'Etat, de par la volonté du conseil d'Etat, est impuissant pour vérifier si les statuts sont observés ou violés. Il peut bien retirer l'autorisation donnée, mais il ne peut pas s'assurer si l'un des cas qui motive ce retrait s'est produit.

S'il en est ainsi, comment sa responsabilité pourrait-elle être engagée ? Il a un rôle purement passif. Peut-on lui reprocher de ne pas faire ce qu'il a voulu faire et ce que les Compagnies elles-mêmes ont empêché de faire ?

Tant que la législation actuelle sera maintenue, on pourra dire que nos Compagnies restent soumises à une surveillance illusoire, négative. Attendons la nouvelle loi sur les Sociétés pour traiter cette question sous des aspects nouveaux.

AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

BELLE JARDINIÈRE

Habillements tout faits et sur mesure pour LA CHASSE

RUGGIERI, artificier

DELAPERRIÈRE et DUVAL

SUCCESSORS

FEUX D'ARTIFICE

Envoi franco des dessins prospectus.

humain. Et plus loin : « Avant la naissance de l'harmonie, la musique était en quelque sorte rudimentaire ; ses principes organiques lui faisaient défaut. »

C'est exact ; il n'est pas moins vrai que l'harmonie est venue, plus tard, compléter, parfaire, vivifier ce qui n'était jusqu'alors que « musique rudimentaire » et ne pouvait être que la mélodie.

Je suis de votre avis quand vous affirmez que les belles mélodies et les belles harmonies sont également le produit de l'inspiration ; je suis bien près de l'être, lorsque vous ajoutez qu'il faut un cerveau bien plus puissamment organisé pour imaginer de belles harmonies ; mais j'hésiterais peut-être à signer les lignes suivantes dans lesquelles vous résumez votre pensée :

« Il est parfaitement juste de dire : « Il ne faut que de l'étude et de la patience pour produire des accords agréables ; mais trouver un beau chant est l'œuvre du génie. » On peut dire avec une égale justice : Il ne faut que la facilité pour produire une mélodie agréable ; mais trouver de beaux accords est l'œuvre du génie. »

Il est vrai que Donizetti et Adam ont produit des mélodies agréables et que Beethoven et Berlioz ont trouvé de beaux accords... Mettons donc qu'il faut du génie pour entendre qu'il y a de la beauté, de grand, d'élevé, n'importe dans quelle branche de l'art, et ne discutons pas davantage.

Quant à ce que vous pensez de l'œuvre tout entière de Richard Wagner, je désire que ceux qui voudraient nous forcer à l'admirer de confiance, sans restriction, sans réserve, sans discussion, d'y croient comme à un dogme, lisent votre Introduction. Par exemple, je comprends l'appréciation de l'œuvre de Wagner, comme vous le faites si bien remarquer, la déclamation ne supprime pas le chant, et le chant ne ralentit pas l'action, Lohengrin, qui est de fait le plus grand succès, le succès populaire dans l'œuvre de Richard Wagner, Lohengrin, qui est au répertoire dans tous les théâtres lyriques des deux mondes, sauf à Paris — où il va l'être prochainement.

Mais c'est qu'il est arrivé depuis (je cite vos paroles) : c'est qu'après avoir supprimé, l'un après l'autre, tous les moyens de plaisir qu'avait à sa disposition l'opéra, pour laisser la place libre au drame, Wagner a supprimé le drame et l'a remplacé par une phraséologie bizarre et une prétendue philosophie dont la portée m'échappe complètement. — Et à moi

donc ! Et à bien d'autres encore !... Qui mieux que vous, cher maître, pourrai-je vous adresser uniquement à des musiciens — non pas à des wagnériens, ce serait peine perdue — qui mieux que vous pourrai-je traiter à fond la question des œuvres de Wagner, « monter, ainsi que vous le laissez entendre avec tant de finesse de jugement, comment leur style, assez peu élevé dans le principe et en désaccord avec la hauteur des conceptions de Wagner, s'est d'abord épuré, puis compliqué de plus en plus, multipliant les notes sans nécessité, abusant des ressources de l'art jusqu'à gaspillage, exigeant, à la fin, des voix et des instruments, des choses en dehors du possible. Le dédain de la carrure, qui n'existait pas dans les premières œuvres, se montre d'abord comme un affranchissement libérateur, pour devenir peu à peu, dans les dernières tentatives, une licence destructive de toute forme et de tout équilibre. La préoccupation toute germanique de dépasser le réel entraîne constamment Wagner ; c'est ainsi que, dans l'instrumentation, il a tiré un grand parti des traits impraticables, ne pouvant s'exécuter que par à peu près. L'Incantation du feu, dans la Walkyrie, est le triomphe du procédé. Le résultat est fort beau, mais n'est-il pas dangereux d'habituer les exécutants à ce genre de travail ? L'a peu près devient facilement une habitude. Dans certains théâtres, où on joue souvent le répertoire de Wagner, l'orchestre joue faux, les chanteurs chantent faux et personne ne s'en aperçoit : exécutants et auditeurs ont l'oreille faussée. »

Enfin — car il est temps de clore cette première lettre, déjà assez longue — vous allez jusqu'à bout des concessions que vous pouvez faire honnêtement et consciencieusement aux néo-allemands de parti-pris, quand vous concluez ainsi : « J'admire profondément les œuvres de Richard Wagner, en dépit de leur bizarrerie. Elles sont supérieures et puissantes, cela me suffit. »

Mais je n'ai jamais été, je ne suis pas, je ne serai jamais de la religion wagnérienne. C'est identiquement ce que je pense moi-même — et c'est ce qui me procure, de la part des plats imitateurs de Wagner ou de ses ardents apologistes, une aversion qui ne laisse pas de être fort divertissante.

Cordialement.

M. de THÉMINES.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche, 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Eau PURGATIVE naturelle MARGARITA LOECHES

ANTI-BILIEUX, ANTI-HERPÉTIQUE, ANTI-SCORPIONNEUX

FRANÇOIS COPPÉE, Œuvres complètes. Nouvelle et magnifique édition de bibliothèque en 6 volumes in-8 cavalier imprimés en caractères modernes. Un très beau portrait de François Coppée gravé par M. Léopold Flameng, et 12 gravures au burin d'après les dessins de M. François Flameng et de M. Tofani, prix : 48 francs payables 5 francs par mois.

L'édition complète est livrée immédiatement par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris.

HOTEL CONTINENTAL

MENU

DU Dîner du 10 AOUT

Potage tapioca

Hors-d'œuvre variés

Sole au gratin

Pommes nature à l'anglaise

Quartier d'agneau bretonne

Bouchées d'anchois

Poulet au cresson

Salade

Choux-fleurs hollandaise

Flan d'abricots

Bombes tartes fruits

Fruits et desserts variés

Médor en carafes

CAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL

3, rue de Cassagne, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités

Vins ordinaires

En bouteilles 1 15, 1 25 1 50, 1 75 (verre compris)

En barrique à domicile dans Paris :

225 " 250 " 275 " 300 "

Vin d'office :

La barrique franco domicile 120 francs et 1 franc la bouteille.

Livraison immédiate dans Paris.

Expédition par caisses ou paniers assortis.

CHAMPAGNE : GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

Jarro

Arquebuser, 81, rue Lafayette.

An Paradis des Enfants

156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chemisier

(Spéc. flanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Deuil. — 2, rue Tronchet.

Delvaux, Porcelaines, 18, rue Royale.

Thonet frères

Meubles bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois

Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

l'habitation de tout le personnel attaché au service de l'hôpital. Une de ces maisons, réservée aux sœurs et aux servantes, est isolée et communiquée à l'hôpital par un passage affecté à elles seules. Des deux autres, l'une est destinée aux aides-soignants et aux infirmiers, l'autre aux médecins. Chacune est munie de tout le nécessaire pour les personnes qui devraient y faire un séjour prolongé.

III

L'hôpital proprement dit se compose d'un plain-pied, de quatre étages et d'une terrasse qui règne au-dessus de tout l'édifice.

Au rez-de-chaussée est l'appartement et le cabinet du médecin-directeur. Un système téléphonique le met en communication avec toutes les salles.

Côté, se trouvent la salle d'admission des malades, la résidence du médecin de garde, la pharmacie et le laboratoire. Un gazomètre permet d'obtenir une grande quantité d'oxygène. Suivent quatre salles d'observation.

Des que le choléra est bien constaté, on transporte les malades aux étages supérieurs. Les vêtements sont envoyés à la salle de désinfection, ou au four crématoire. Le Pape se charge de remplacer ceux qui ont dû être brûlés.

Les provisions sont introduites de l'extérieur au moyen d'un ascenseur. La cuisine est très vaste et un ascenseur monte les aliments à tous les étages. La vaisselle ne revient à la cuisine que bien désinfectée.

Non loin de là se trouve l'ascenseur pour les malades ; il peut contenir une civière avec le malade et un ou deux infirmiers. Les morts sont transportés par un escalier.

Le premier étage se compose de quatre salles séparées par un large corridor. Il y a, en outre, une chambre dans l'avant-corps du bâtiment partagée en deux parties ; dans l'une on administre un bain de vapeur humide, dans l'autre on fait prendre des bains d'eau chaude.

Les autres étages présentent la même disposition.

Un téléphone spécial permet de se mettre en communication avec toute personne de l'hôpital. Il y a, en outre, un autre téléphone communiquant avec le réseau de la ville.

IV

Chaque salle peut contenir quatorze lits. Comme elle a 506 mètres cubes, cela donne 36 mètres cubes par malade, c'est-à-dire 4 de plus qu'il ne serait nécessaire. Les lits sont en fer.

Les parois de chaque salle étant couvertes d'un enduit imperméable et le sol étant en mosaïque, il est très facile de nettoyer à grande eau. Les fenêtres sont munies d'un double ventilateur, en haut et en bas. Le renouvellement de l'air est encore facilité par une ouverture pratiquée au sommet de la voûte où se trouve un bec de gaz à la Bunsen.

Aux pieds de chaque lit sont deux bassins et un récepteur en porcelaine contenant des matières désinfectantes.

Les latrines sont établies hors des salles, deux sur chaque palier, l'une pour les malades qui peuvent s'y rendre, l'autre où sont vidés les récepteurs. Les cuvettes, toujours désinfect

